

**PROGRAMME ASIE**

# **GÉOPOLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TURC**

**PAR ÉLODIE SAINT-YVES**

Directrice de la mobilité internationale à Rennes School of Business,  
Analyste en stratégie internationale, géopolitique et prospective (diplômée d'IRIS Sup')

MARS 2022

**ASIA FOCUS #176**



## **INTRODUCTION**

---

Le monde de l'enseignement supérieur est actuellement marqué par une augmentation massive du nombre d'étudiants sur la planète : alors qu'il en comptait 50 millions dans les années 90, les estimations prévoient 400 millions d'inscrits dans des formations de l'enseignement supérieur en 2030.

Cette nouvelle configuration de l'enseignement supérieur entraîne une évolution des rapports de force entre les États et des dynamiques de mobilité à travers le monde. Au-delà de la simple question de la formation et des contenus académiques, de véritables enjeux économiques et politiques se jouent avec ces nouvelles données démographiques et sociologiques.

Le paysage de l'enseignement supérieur turc n'échappe pas à ces considérations et à ces mutations. Différents facteurs structurants sur les plans politique et stratégique seront étudiés ici, dans le but de contextualiser l'évolution et les enjeux de l'enseignement supérieur en Turquie.

## **HISTORIQUE ET PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TURC**

---

Initialement centrées sur les études religieuses, les prémices de l'enseignement supérieur turc sont à rechercher dans les Madrasas, fondées au XII<sup>e</sup> siècle par les Turcs Seldjoukes. Elles constituent longtemps l'essentiel des opportunités de formation pour les candidats à l'éducation.

Après des années sans évolution, une école militaire est créée en 1734 à Istanbul, suivie d'autres institutions, calquées sur des modèles européens. À cette période, l'enseignement primaire est cependant insuffisant. Les aspirants étudiants n'ont souvent comme bagage que des heures de récitation du Coran dans les Madrasas. Des cours

préparatoires sont alors mis en place, enseignés en français au départ, et progressivement remplacés par le turc.

En 1839, d'importantes réformes formalisent l'enseignement primaire et secondaire et donnent une place à l'éducation des filles. Un ministère de l'éducation est créé pour administrer l'ensemble de ces réformes. Après plusieurs tentatives soutenues par la France, une université interdisciplinaire est finalement inaugurée en 1900.

À partir de 1923, dans le contexte des grandes réformes entreprises par Atatürk pour une république séculière, l'université est réformée, et les madrasas disparaissent. À cette période, le taux d'illettrisme dans le pays s'élève à 93%. En 1933, l'université est réorganisée en profondeur, largement inspirée des modèles allemand et suisse. Avec l'avènement du nazisme, de nombreux professeurs allemands, souvent juifs, rejoignent l'institution et contribuent à faire de l'université d'Istanbul un établissement de prestige.

De nombreuses universités sont créées dans les années 60 et 70, et une réforme est proposée en 1973 pour accompagner cette croissance. C'est un échec : les établissements continuent à proposer des cursus extrêmement variables, avec des campus surchargés ou sous-peuplés et des critères d'admission divergents.

Dans ce contexte d'inefficacité généralisée, et après le coup d'État fomenté par l'armée en septembre 1980, intervient la réforme de 1981. Elle prévoit une uniformisation des critères d'admission, de la durée et des contenus des cursus... Elle introduit l'organe responsable de cette cohérence, le YÖK, dont la mission consiste à centraliser la gestion des établissements et à garantir la gouvernance du système universitaire turc.

En 2017-2018, la Turquie comptait 7,56 millions d'étudiants, dont plus de 125 000 internationaux. Actuellement classée au 10<sup>ème</sup> rang mondial de l'accueil d'étudiants internationaux sur son sol, elle est particulièrement attractive pour les pays de la région (Syrie, Azerbaïdjan, Turkménistan...)¹. En cinq ans, le nombre d'étudiants internationaux qui y poursuit un cursus universitaire a été multiplié par deux. Parmi eux, 30% des

---

1. « Chiffres clés de la mobilité étudiante dans le monde », *Campus France*, mars 2021. Lien : [https://ressources.campusfrance.org/publications/chiffres\\_cles/fr/chiffres\\_cles\\_2021\\_fr.pdf](https://ressources.campusfrance.org/publications/chiffres_cles/fr/chiffres_cles_2021_fr.pdf)

étudiants qui poursuivent un cursus en Turquie sont originaires de pays de langue turcote<sup>2</sup>.

## COOPÉRATIONS, AMBITIONS POLITIQUES ET INFLUENCE RÉGIONALE

### Zones d'influence et de coopération

L'ambition de la Turquie est de constituer, en matière d'éducation, un hub régional. En 2018, Erdogan faisait part de son souhait d'accueillir 350 000 étudiants internationaux. Le cas de la Turquie est intéressant à double titre : le pays constitue un carrefour naturel du fait de sa situation géopolitique, renforcé par une ambition politique affichée dans cette direction.

La Turquie a longtemps entretenu une proximité avec l'Europe, pour des raisons historiques, politiques et économiques, et dans le cadre de l'héritage longtemps préservé du kémalisme. Cependant, à partir de 2007, et suite au blocage de la France et de l'Allemagne pour sa candidature à l'Union européenne, les relations se sont crispées. Le gel des négociations sur cette adhésion depuis 2016 n'a fait qu'accentuer cette distance. Le retour à une identification religieuse forte a également contribué à la réorientation de la politique extérieure turque vers ses voisins arabes et centrasiatiques. On assiste donc au renforcement des coopérations avec ces zones géographiques, au détriment, dans une certaine mesure, de la coopération avec l'Europe.

Malgré une orientation claire de la coopération turque vers sa zone d'influence culturelle et religieuse, le lien entre la Turquie et la France<sup>3</sup> est rendu relativement unique dans le paysage de la coopération universitaire par l'université de Galatasaray<sup>4</sup>. Créés en 1868 pour former les cadres de l'État, l'école et le lycée de Galatasaray ont été complétés par l'université éponyme fondée en 1992<sup>5</sup>. Ce système, qui propose la moitié de ses cours en

2. Ibid.

3. COUDERC Guillaume, DREUJOU Mathieu, LELLOUCHE, Raynald, « Éducation à l'islam : le jeu d'influence de la Turquie en France », *France Info*, décembre 2020. Lien : [https://www.francetvinfo.fr/societe/religion/religion-laicite/education-a-lislam-le-jeu-dinfluence-de-la-turquie-en-france\\_4216001.html](https://www.francetvinfo.fr/societe/religion/religion-laicite/education-a-lislam-le-jeu-dinfluence-de-la-turquie-en-france_4216001.html)

4. « Francophilie. L'université de Galatasaray prise dans les tensions entre la France et la Turquie », *Courrier International*, février 2021.

5. BILLION Didier, INSEL Ahmet, « Universités francophones : un nouvel instrument d'influence ? L'exemple de Galatasaray », *Revue internationale et Stratégique*, 2013/1 (n°89), pages 117 à 122.

français et l'autre moitié en turc dans un environnement largement turcophone ou anglophone, fait figure d'exception à de nombreux égards.

L'institution, qui compte chaque année 5000 étudiants, jouit d'une excellente réputation, qui tient davantage à l'entrée sur la base d'un concours prestigieux appliqué à l'ensemble des universités publiques, qu'à son caractère francophone. L'ensemble n'en reste pas moins un moyen de rayonnement pour la France et un concept singulier, aussi bien pour elle que pour la Turquie. L'incidence de cette relation est particulièrement notable dans les situations de crispation diplomatique entre les deux pays.

Exemple de l'utilisation de la coopération universitaire à des fins politiques, le gouvernement turc a imposé à la rentrée 2020 aux enseignants français de Galatasaray un test de langue turque (niveau courant requis), sans lequel les enseignants risquaient une expulsion ou une amende. Cette situation ne peut pas être décorrélée des relations houleuses qu'entretiennent Emmanuel Macron et Recep Tayyip Erdoğan, ni de la volonté croissante du président turc d'avoir une maîtrise complète de la gestion de l'enseignement supérieur au sein du pays. Si cette coopération représentait jusqu'ici le fleuron de la diplomatie franco-turque, il est à craindre que le modèle ne soit plus compatible avec la vision stratégique d'Ankara.

L'ambition régionale en Asie centrale semble être la plus naturelle, motivée notamment par la proximité culturelle et linguistique, ainsi que par le partage d'un islam sunnite. Bien qu'historiquement plutôt sous influence russe, cette région a vu de nombreux établissements turcs s'installer depuis les années 90 (à l'initiative de Gülen, voir ci-après). Ces derniers sont à l'origine de la formation d'un grand nombre d'élites locales.

Cette facilitation académique sert une stratégie plus large d'influence sur les pays de la région et l'ambition hégémonique régionale du président turc, telle que théorisée par le ministre Davutoğlu<sup>6</sup>. La politique « zéro problème avec les voisins » défendue par l'AKP ces dernières années, et le concept de la « profondeur stratégique » de ses relations avec

6. GROC Gérard, « La doctrine Davutoğlu : une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement », *Confluences Méditerranée*, 2012/4 (N° 83), p. 71-85.

les autres pays s'alignent naturellement avec les initiatives déployées en termes d'attractivité de l'enseignement supérieur avec les États de la région.

Force est malgré tout de constater que l'influence de la Turquie est parfois moindre que la rhétorique qui l'accompagne, et que le pays se heurte à des questions structurelles et de moyens qui ne lui permettent pas de mener à bien l'ensemble de ses objectifs. Ceux-ci se heurtent d'ailleurs régulièrement au poids d'autres acteurs majeurs dans la région, à la fois sur le plan universitaire, mais également politique, économique et plus généralement en matière d'influence (Arabie Saoudite, Iran...).

### **Le phénomène Erdoğan et l'ingérence dans la vie universitaire**

Recep Tayyip Erdoğan dirige le pays en tant que président depuis 2014. Il a conduit de nombreuses réformes qui l'ont amené à être réélu en 2018. Cependant, sa personnalité imprévisible, ses dérives autoritaires et sa proximité avec l'islam conservateur sont source d'inquiétude dans la communauté internationale, notamment académique.

La Turquie a toujours dû composer avec l'influence de l'État sur la liberté des universités, avec des répercussions systématiques lors des différents coups d'État, en particulier celui de 1980. La politique menée par Erdoğan actuellement ne diffère de ces interférences que parce qu'elle s'inscrit dans la durée, et en profondeur, notamment en ce qui concerne la remise en question de plus en plus prégnante de la laïcité<sup>7</sup>.

L'armée jouait jusqu'en 2010 un rôle prépondérant dans le fonctionnement des universités. À la suite de changements de statuts décrétés par le gouvernement, l'armée a été totalement évincée du YÖK. Le pouvoir en place bénéficie désormais d'un contrôle direct de l'institution et peut ainsi procéder directement à des nominations de recteurs et autres figures stratégiques au sein des établissements.

En janvier 2021, la prestigieuse université du Bosphore (Bogazici), a été au centre de l'attention à la suite de la nomination de son nouveau recteur par le chef de l'État. Le choix

7. SENI Nora, « Université et pouvoir politique en Turquie », *Hérodote*, 2018/1 (N° 168), p. 79-89

de Melih Bulu a suscité indignation et protestations dans le monde académique, à la fois local et international. Dès l'annonce de sa nomination, sa légitimité a été questionnée, du fait d'une carrière plus politique qu'académique, et de soupçons de plagiat concernant sa thèse de doctorat.

La communauté de Bogazici a réagi avec force à cette annonce, entraînant de nombreuses arrestations sur le campus et aux alentours, alors que le président qualifiait les manifestants de « terroristes ». S'il ne s'agit pas de la première nomination de ce genre, la mobilisation institutionnelle qu'elle a suscitée en Turquie et à l'étranger fut relativement inédite, et s'est inscrite dans la durée. Le 21 juillet dernier, Erdoğan annonçait finalement par décret, et sans explication, le limogeage de l'homme qu'il avait lui-même nommé six mois plus tôt.

Ces décisions unilatérales constituent une réalité dans tous les secteurs de la vie publique : justice, économique... Le monde universitaire n'échappe pas à la mainmise du gouvernement sur l'ensemble de ses activités.

### **Les conflits internes et leurs répercussions**

Le conflit qui oppose Erdoğan et l'Iman et prédicateur Fethullah Gülen<sup>8</sup> depuis 2010 est à l'origine de nombreuses persécutions en Turquie. Il a également entraîné des répercussions conséquentes dans toute la zone d'influence de la Turquie.

Gülen est à la tête d'un vaste mouvement d'inspiration religieuse et sociale. Par le biais de nombreuses plateformes de discussions, de titres de presse, d'un vaste réseau d'entrepreneurs, mais avant tout d'un nombre important d'écoles implantées aussi bien aux États-Unis qu'en Asie centrale ou en Afrique (on recense environ 2000 écoles dans 140 pays), il véhicule une pensée d'inspiration islamique mais capitaliste, très influente en Turquie et aux États-Unis, et, dans une moindre mesure, dans le reste du monde. Fort

---

8. BALCI Bayram, « Fethullah Gülen au centre d'une crise entre la Turquie et les États-Unis », *Hypothèses*, 2016.

de moyens financiers estimés à 50 milliards de dollars, il bénéficie du soutien des populations musulmanes modérées et des États qui apprécient son discours séculier.

Initialement alliées malgré des personnalités très éloignées, les deux figures politiques avaient uni leurs forces dès 2002, permettant une meilleure assise de l'AKP dans le paysage politique turc et à l'international, et une visibilité notable pour la confrérie d'inspiration soufie de Gülen. Cette alliance a également permis de limiter de façon durable le pouvoir de l'armée. Traditionnellement kémaliste, et omniprésente dans les affaires du pays depuis le coup d'État de 1980, l'armée ne représente désormais plus une menace pour Erdoğan.

Cependant, dès 2010, des dissensions sur les sujets de politique intérieure comme extérieure (position sur Israël ou sur la question kurde) entament le lien entre les deux hommes. C'est finalement la dénonciation d'un scandale de corruption de grande ampleur à la veille des élections qui aura raison de leur alliance, en 2013.

À l'aune de la tentative de coup d'État réalisée contre son camp en 2016, Erdoğan lance une vaste opération visant à éliminer les sympathisants de son ancien allié, soupçonné d'être à l'origine de cette initiative. Le mouvement devient l'ennemi d'État. Ce sont près de 150 000 fonctionnaires soupçonnés de liens avec Gülen qui sont licenciés, dans la police, l'armée, la justice ou l'enseignement. 33 000 fonctionnaires sont expulsés des universités, 1 000 établissements sont fermés, et leurs 24 000 employés mis au chômage<sup>9</sup>.

Les soupçons envers le nouvel ennemi de l'État turc ont une incidence directe sur les relations avec les États-Unis, puisque Gülen, qui vit en Pennsylvanie depuis 1999, fait l'objet de discussions entre Ankara et Washington pour l'obtention d'une extradition. L'implantation des Gülenistes aux États-Unis diffère sensiblement des autres pays, puisque les nombreuses *Charter schools* développées à travers le pays sont majoritairement décorrélées de toute connotation turque, voire même musulmane. Elles représentent un total d'environ 150 écoles, dans 26 États, pour un nombre d'étudiants estimé à 80 000.

9. SENI Nora, « Université et pouvoir politique en Turquie », *Hérodote*, 2018/1 (N° 168), p. 79-89



Les réactions internationales à ces évènements sont relativement faibles, éclipsées par une actualité géopolitique dense et par les autres sujets de coopération avec la Turquie. Au sein de l'UE, les questions liées au terrorisme et aux flux de réfugiés, ainsi que les problématiques économiques semblent justifier de fermer les yeux sur la remise en question de l'ensemble du système d'enseignement turc. Aux États-Unis, il reste nécessaire de pouvoir composer avec l'imprévisible chef de l'État, puisque la situation géopolitique de la Turquie et son appartenance à l'OTAN depuis 1952 en font un acteur incontournable de l'ensemble des questions stratégiques.

## LES AUTRES OUTILS DU *SOFT POWER* ACADÉMIQUE TURC

---

### Fait religieux

La Diyanet, institution chargée de l'administration des affaires religieuses en Turquie, occupe un rôle majeur dans le pays<sup>10</sup>. Dotée d'un budget de 1,6 milliard d'euros (l'un des plus importants du gouvernement turc), elle emploie 130 000 personnes et gère 84 000 mosquées, ce qui lui confère une importance toute particulière au sein du pays, mais questionne le concept même de laïcité<sup>11</sup>.

À partir de 1980, la Diyanet a créé des liens avec différents pays, afin d'y envoyer des imams. À la fin de la guerre froide, les liens internationaux, et particulièrement dans les Balkans, se sont intensifiés, et à partir de 2000, la Diyanet développe des programmes d'éducation religieuse, qu'elle dispense principalement en Afrique. Elle propose également des bourses pour accueillir des étudiants internationaux en Turquie, qui recevront un enseignement théologique ou une formation complète d'Imam.

Depuis le début du conflit en Syrie, la Diyanet a œuvré massivement dans la région ; elle dispense actuellement des cours à près de 11 250 étudiants, dans le dessein d'investir un espace politique actuellement vacant et de jouer un rôle majeur à l'issue de la guerre. Cette institution représente donc un outil non négligeable de la politique extérieure turque.

10. Présidence de la République de Turquie, présidence des Affaires Religieuses. Lien : <https://www.diyamet.gov.tr/fr-FR/Content/Detail/1/>

11. BALCI Bayram, « La Diyanet dans le contexte de la lutte contre le Covid-19 en Turquie », 2020.

Si les écoles de Gülen ont rencontré un vif succès dans les anciennes républiques de l'URSS, les États de la région sont moins réceptifs à une approche basée sur l'Islam, car très attachés à la sécularité. C'est actuellement en Afrique et au Moyen-Orient que l'influence de la Diyanet en matière d'éducation est la plus prégnante.

Le facteur religieux constitue un outil majeur dans le jeu de la république pour mener à bien une stratégie de rapprochement avec les pays arabes ; le pays ne pouvant pas revendiquer une identité arabe, ni une communauté linguistique, c'est l'Islam qui constitue le premier facteur de proximité avec cette région. C'est également un outil de rapprochement dans l'ensemble de la zone d'influence de la Turquie, du Pakistan à l'Asie turcique, en passant par les Balkans.

Au sein du pays, les universités religieuses ont augmenté de 83% au cours des cinq dernières années, renforçant le rôle incontournable de la Diyanet et l'importance croissante de l'Islam dans les différents aspects de la vie académique.

### **L'impact linguistique et culturel**

En Asie centrale, la Turquie jouit d'un héritage linguistique et culturel fort, qu'elle a exploité dès la fin de la guerre froide. Ces liens sont entretenus avec soin par la diplomatie turque, comme en témoigne l'organisme Turksoy. Composée de 14 membres (pays et régions), l'organisation des pays dits turciques établie en 1993, se définit comme une « UNESCO » régionale. Les États concernés par cette proximité, et qui seraient susceptibles de se reconnaître dans le mythe du « Turkestan » sont pourtant fermement attachés à leur indépendance. Il est cependant à noter que c'est bien auprès de cette population que l'attractivité des universités turques est la plus notable, et là que le gouvernement actionne avec le plus de réussite ses leviers de *Soft Power*.

Les écoles Gülenistes très implantées en Asie centrale ont longtemps servi les intérêts turcs : véhiculant la langue et la culture turque sans inquiéter les autorités locales, les

écoles Gülenistes ont, dès les années 90, constitué les meilleurs relais de la diplomatie d'influence d'Ankara. Le conflit entre Erdoğan et Gülen depuis 2016 a fortement porté préjudice à ces écoles, le gouvernement ayant missionné les ambassades locales pour inciter les pays à forcer la fermeture des établissements. Le Kazakhstan et le Kirghizstan ont refusé d'obtempérer<sup>12</sup>. Le Turkménistan en revanche, qui dépend de façon plus évidente des investissements turcs, a été contraint de répondre positivement à l'appel d'Ankara qui exhortait ses voisins à prendre des mesures fermes contre les écoles gülenistes. En Ouzbékistan, les écoles avaient été fermées dès 2000, dans un contexte de relations tendues entre les deux pays.

L'avenir des écoles Gülenistes reste incertain : en sus du tarissement des fonds autrefois accordés par le gouvernement turc pour le développement des écoles, il est devenu pratiquement impossible pour les enseignants de Turquie d'enseigner dans ces institutions ; les recrutements se font plus que jamais localement.

Pour limiter les répercussions négatives de ces fermetures massives, le pouvoir a créé dès 2016 la fondation Maarif, vouée à remplacer les établissements de Gülen ; les écoles Maarif sont désormais présentes à plus ou moins grande échelle dans 104 pays. Elles sont comparativement surreprésentées au Pakistan (83 écoles) et en Afghanistan (49), attestant d'une importance privilégiée accordée à cette région par la diplomatie turque. Les Balkans, le Moyen-Orient et l'Afrique font également l'objet d'un développement rapide, à l'image de l'investissement déployé dans de nombreux domaines par la Turquie dans ces régions. La difficulté de cette transition réside dans le fait que les établissements gülenistes privés deviennent désormais des établissements semi-publics<sup>13</sup>, gérés avec des fonds publics du ministère de l'Enseignement turc. Ils étaient auparavant issus d'initiatives privées et gérés comme tels.

Ces établissements proposent des formations de la maternelle à l'université. Illustrant l'importance accordée par Erdoğan à la récupération de ces écoles gülenistes, le chef de l'État a triplé le montant dédié au développement des écoles Maarif, passant son budget à

---

12. EMEKTAS Laëtitia, « Le mouvement Gülen en Asie centrale : la fin d'un soft power turc ? », *Regard sur l'Est*, 2019.

13. ANGEY Gabrielle, « Après le coup d'État, l'état du réseau Gülen hors de Turquie », *CERI Sciences po*, mai 2018.

140 millions d’euros, un montant prélevé directement sur le budget du ministère de l’Éducation<sup>14</sup>. Cette décision a suscité de nombreuses critiques au sein de la Turquie, dans un contexte de pandémie où le budget de l’éducation semble déjà insuffisant, et où les moyens n’ont pas été donnés aux élèves et aux étudiants pour pouvoir poursuivre leur formation en ligne lorsque les écoles et universités ont dû fermer leurs portes.

En parallèle de l’ensemble des dispositifs destinés à promouvoir l’enseignement supérieur en Turquie, les *Yunus Emre centers* sont les centres culturels turcs. Fondés en 2007, ils promeuvent la langue, la culture, et l’héritage turcs, à l’instar des *Goethe Institutes* allemands<sup>15</sup>. Ankara compte désormais 60 antennes culturelles dans le monde, qui utilisent généralement des liens existants, soit par le biais de l’ambassade, soit par l’intermédiaire des universités. Celles-ci jouent donc un rôle privilégié dans la mise en œuvre de relations officielles entre pays en termes de représentation culturelle.

## COOPÉRATIONS ACADÉMIQUES – MOBILITÉS ENTRANTES ET SORTANTES

---

### Organisation de la mobilité

La position géopolitique avantageuse de la Turquie suscite l’intérêt d’étudiants de la région attirés par des perspectives économiques et professionnelles plus proches de l’Occident. Ces dernières années, le pays a, en parallèle, profité des politiques populistes de ses concurrents. Le contexte du Brexit a provoqué des inquiétudes pour les candidats à une scolarité britannique, avec d’importants doutes sur les modalités d’obtention de visas et d’accueil des étudiants étrangers. L’unilatéralisme américain sous le gouvernement Trump a lui aussi créé beaucoup d’incertitudes pour ces étudiants. La politique d’accueil promue par Erdogan a constitué pour certains étudiants de la région une alternative intéressante.

---

14. BUYUK Hamdi Firat, “Turkey Triples Budget for Foundation Established to Rival Gulenist Schools”, *Balkan Insight*, février 2021.

15. Institut Yunus Emre : <https://paris.yee.org.tr/fr/content/vision-mission>

Son système calqué sur le modèle anglo-saxon lui a permis d’harmoniser facilement ses programmes sur le modèle LMD et nombreux sont les cursus dispensés en anglais. Malgré d’importantes difficultés structurelles (manque de places, inégalité des niveaux, manque d’autonomie des établissements, défaut d’assurance qualité interne autant qu’externe...), le pays a pu s’intégrer dans le jeu de l’internationalisation et constitue une destination très attractive pour les étudiants de toute la région, leur pays d’origine ne disposant généralement pas de ces atouts.

Comme en Iran ou dans d’autres pays, la Turquie fait face à une insuffisance de places à l’université face à la croissance importante du nombre d’étudiants potentiels ; dans ce contexte, les établissements de moindre qualité parviennent tout de même à recruter en nombre. L’enseignement supérieur qui était, il y a quelques années encore, réservé à l’élite nationale, a progressivement connu une massification qui n’a pas pu être absorbée par la création de nouveaux établissements, pourtant nombreux, dans un temps relativement court.

Ainsi, en 1984, on comptait dans l’ensemble du pays 27 universités, toutes publiques. Le YÖK en recense 206 en 2018 (129 universités d’État, 72 fondations, et 5 établissements professionnels)<sup>16</sup>.

En l’absence d’une offre suffisante, le pays doit par ailleurs se résigner à une expatriation importante de ses étudiants à l’étranger. L’Allemagne reste la première destination d’expatriation des Turcs, en raison de la qualité de son enseignement, mais surtout des liens historiques qui unissent les deux pays, suivie des États-Unis et de la Bulgarie<sup>17</sup>. Paradoxalement, elle accueille une part considérable d’étudiants internationaux, parmi lesquels un volume très important de réfugiés et d’émigrés, notamment syriens.

Outre les étudiants internationaux qui rejoignent la Turquie dans un contexte de fuite de leur pays, la République turque réalise depuis quelques années un véritable travail de promotion de sa marque *Study in Turkey*. Il est accompagné de moyens financiers importants qui permettent aux établissements turcs de participer aux conférences et

16. “Higher education in Turkey”, YÖK, janvier 2019. Lien : [https://www.yok.gov.tr/Documents/Yayinlar/Yayinlarimiz/2019/Higher\\_Education\\_in\\_Turkey\\_2019\\_en.pdf](https://www.yok.gov.tr/Documents/Yayinlar/Yayinlarimiz/2019/Higher_Education_in_Turkey_2019_en.pdf)  
 17. “The factors driving international student mobility to and from Turkey”, ICEF Monitor, avril 2015.

salons de promotion et de recrutement universitaires. Cette stratégie s'avère payante, puisque ce sont dans les régions cibles de cette promotion que l'on peut observer les plus grosses progressions de recrutement (Afrique subsaharienne et Moyen-Orient).

La Turquie a également acté dès 2010 la suppression de l'examen d'entrée à l'université pour les étudiants internationaux, afin de faciliter l'accueil de ceux qui souhaitent réaliser un cursus universitaire dans un établissement turc<sup>18</sup>.

Enfin, le système de quotas d'étudiants internationaux jusqu'ici imposé aux universités (35% en public, 50% pour le privé) a été abrogé en 2019<sup>19</sup>, permettant aux établissements d'accueillir un nombre illimité d'étudiants étrangers. Si l'objectif de cette internationalisation était initialement social, politique et académique, la mise en place de cursus payants à leur égard ne fait plus figure d'exception, et sera amenée à se développer dans les prochaines années.

### **Rôle des bourses et impact des réfugiés**

La Turquie participe activement au dispositif Erasmus+, au même titre que les pays de l'Union européenne. Elle dispose du même principe de financement de la mobilité entrante et sortante dans le cadre d'accords de coopération académique permettant échanges et doubles diplômes. Entre 2004 et 2017, ce sont 204 890 étudiants qui ont pu en bénéficier<sup>20</sup>. Indépendamment de sa non-adhésion à l'Union européenne, c'est un symbole de l'appartenance, certes limitée, de la Turquie à l'espace de partage de la connaissance européen.

Le gouvernement turc octroie chaque année près de 13 000 bourses à des étudiants internationaux qui s'inscrivent sur des programmes d'enseignement en Turquie<sup>21</sup>. L'objectif affiché consiste à accueillir des étudiants à fort potentiel, qui ont vocation à

18. ÖZGLÜ Murat, GUR Bekir S, COSKUN İpek, "Factors influencing international students' choice to study in Turkey and challenges they experience in Turkey", juin 2015.

19. Gultekin Osman : "Contextual Background in 'International Education and Soft Power: the Case of Turkey'", décembre 2019.

20. "Higher education in Turkey", YÖK, janvier 2019. Lien :

[https://www.yok.gov.tr/Documents/Yayinlar/Yayinlarimiz/2019/Higher\\_Education\\_in\\_Turkey\\_2019\\_en.pdf](https://www.yok.gov.tr/Documents/Yayinlar/Yayinlarimiz/2019/Higher_Education_in_Turkey_2019_en.pdf)

21. "The factors driving international student mobility to and from Turkey", ICEF Monitor, avril 2015.

favoriser les liens entre la Turquie et leur pays d'origine. Les étudiants boursiers de la région qui ont réalisé un cursus en Turquie tendent effectivement à maintenir par la suite des liens étroits avec leur pays d'accueil. Force est cependant de constater qu'en cas de conflit, comme ce fut le cas avec la Syrie, les intellectuels formés en Turquie ne sont pas en mesure de jouer un rôle déterminant dans la prise de décisions politiques.

L'ambition régionale souhaitée par Erdogan<sup>22</sup> est, sur le plan universitaire, complexifiée par une demande forte de nombreux réfugiés syriens. En effet, la Turquie accueille environ 3,6 millions de réfugiés syriens<sup>23</sup>, parmi lesquels 20 000 jeunes inscrits dans des cursus universitaires dans le pays en 2018. Ce volume a été multiplié par 45 depuis le début du conflit syrien. La Turquie est le premier pays d'accueil des étudiants réfugiés de ce pays, dans un contexte de demande croissante et difficile à gérer.

## CONCLUSION

---

La Turquie bénéficie de nombreux atouts pour faire partie des acteurs incontournables du secteur de l'internationalisation de l'enseignement supérieur : forte d'une position géopolitique unique, d'une culture attractive et d'une stratégie de recrutement efficace, elle a les moyens de peser considérablement dans le paysage académique international. L'autoritarisme dont fait preuve le chef de l'État et l'insuffisance des infrastructures proposées sont cependant de nature à limiter la provenance des étudiants et enseignants, accentués par une stratégie régionale très ciblée et de plus en plus islamisée. Ce parti pris est susceptible, à long terme, de nuire à l'attractivité des universités turques. ■

22. BALCI Bayram, *Renouveau de l'islam en Asie centrale et dans le Caucase*, CNRS Éditions, 2017.

23. « Chiffres clés de la mobilité étudiante dans le monde », *Campus France*, mars 2021. Lien : [https://ressources.campusfrance.org/publications/chiffres\\_cles/fr/chiffres\\_cles\\_2021\\_fr.pdf](https://ressources.campusfrance.org/publications/chiffres_cles/fr/chiffres_cles_2021_fr.pdf)

*ASIA FOCUS #176*

## GÉOPOLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TURC

**Par ÉLODIE SAINT-YVES** / Directrice de la mobilité internationale à Rennes School of Business, analyste en stratégie internationale, géopolitique et prospective (diplômée d'IRIS Sup')

MARS 2022

*ASIA FOCUS*

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, chercheur associé à l'IRIS et professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

[courmont@iris-france.org](mailto:courmont@iris-france.org) — [emmanuel.lincot@gmail.com](mailto:emmanuel.lincot@gmail.com)

**PROGRAMME ASIE**

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

[courmont@iris-france.org](mailto:courmont@iris-france.org)

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

@InstitutIRIS

[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)